

Proposition de numéro thématique pour Politique Africaine

Dossier coordonné par **Mody Diaw** (Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux et ETTIS-INRAE) et **Renaud Hourcade** (CNRS – Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux).

Date limite pour l'envoi des propositions d'articles : **15 mars 2026**

Toxicités productives en Afrique. Régulations, mobilisations et conflits autour de la santé au travail

Depuis les indépendances, les activités productives en Afrique ont constitué à la fois des moteurs de développement et des sources majeures de vulnérabilités sanitaires et environnementales. Des pollutions pétrolières du delta du Niger aux expositions massives à la silice dans les mines sud-africaines, des déchets électroniques d'Agbogboshie aux poussières rouges de la bauxite guinéenne, les dommages socio-environnementaux liés au processus de production contribuent aux inégalités écologiques qui traversent le continent (Packard, 1989 ; Watts, 2004 ; Grant & Oteng-Ababio, 2012 ; Knierzinger, 2014 ; Hilson, & Maconachie, 2020, Diaw 2024). Ces situations ne constituent pas des cas isolés, mais bien des manifestations d'un régime d'accumulation reposant sur la mise en danger différenciée des corps et des territoires, parfois qualifiée d'« accumulation par dépossession » (Harvey, 2003) dans laquelle s'exerce une « violence lente » (Nixon, 2011). Ces processus s'inscrivent également dans les régimes de « gouvernance résiduelle » décrits par Gabrielle Hecht (2023), où les héritages coloniaux, les infrastructures toxiques et les inégalités de santé et environnementales se combinent pour produire des formes différenciées de gouvernement des corps et des territoires (Hecht, 2012, 2014)¹.

Malgré la centralité de ces processus, la littérature qui les aborde reste peu nombreuse et fragmentée. Les travaux sur la santé au travail en Afrique se sont concentrés sur les héritages coloniaux, la faiblesse des systèmes de prévention et l'importance de l'informalité (Loewenson, 2021 ; ILO, 2022). Les recherches sur la justice environnementale privilégient les questions d'accès à la terre, à l'eau et aux ressources (Temper et al., 2015 ; Pellow, 2018 ; Van der Merwe et al., 2019). Les analyses des relations professionnelles s'attachent davantage aux syndicats et à leur place dans les processus de démocratisation qu'aux enjeux écologiques et sanitaires (Beckman & Sachikonye, 2010 ; Webster et al., 2017). En comparaison, un corpus beaucoup plus étoffé existe dans les pays du Nord sur les expositions toxiques au travail, leur rôle dans les relations professionnelles, et leur part dans les injustices environnementales (LaDou, 2003 ; Fortun, 2009 ; Bécot, 2022). Ce dossier

¹ G. Hecht a montré que les mineurs d'uranium, en particulier les Africains noirs, ont longtemps été exclus de la catégorie des travailleurs exposés aux radiations radioactives en Afrique du Sud, au Gabon et en Namibie. Cette exclusion a conduit à la mobilisation de certains mineurs et syndicats miniers, tels que le Mineworkers Union of Namibia (MUN), pour obtenir la reconnaissance de leur exposition et des maladies professionnelles contractées, et réclamer réparation

entend combler cette lacune en proposant une approche intégrée des toxicités productives en Afrique, qui articule santé au travail, justice environnementale et relations professionnelles. Son objectif est de contribuer à une théorisation située des injustices environnementales en contexte de production, attentive aux formes concrètes de gouvernement des corps et des territoires, aux arrangements institutionnels de la régulation et aux conflictualités sociales qui traversent les activités productives.

Ce déplacement théorique apparaît d'autant plus nécessaire que l'Afrique devient aujourd'hui un espace névralgique des chaînes globales d'approvisionnement (minerais stratégiques pour la transition énergétique, zones de production agro-exportatrice, hubs industriels sous-traitants (Hilson & Maconachie, 2020 ; Raj-Reichert, 2020), tout en voyant se développer de vastes secteurs productifs informels - tels que le recyclage et la gestion des déchets électroniques, l'artisanat productif urbain (soudure, mécanique, tanneries, etc.) - dans lesquels les expositions aux toxiques environnementaux sont particulièrement élevées. Dans le même temps, les dispositifs de prévention et de régulation demeurent fragmentaires, ambigus ou largement inexistant. Dans ces contextes, la maîtrise des risques sanitaires environnementaux se heurte à la faiblesse des capacités de régulation publique, héritée d'une histoire coloniale de gouvernementalité extractive (Cooper, 1996 ; Mbembe, 2020) et prolongée par l'extraversion économique et politique (Bayart, 1999 ; Hibou, 1999). Les normes internationales (de l'OMS, de l'OIT, de la Banque mondiale, ou des marchés globaux) circulent, mais leur mise en œuvre se heurte à des asymétries de pouvoir, entre administrations fragiles, entreprises transnationales puissantes et rapports concurrentiels féroces entre les espaces de productions du Sud global.

Face à ces vulnérabilités, les sociétés africaines ne sont pas passives. Depuis les luttes syndicales pour la reconnaissance des maladies professionnelles jusqu'aux mobilisations citoyennes contre la pollution de l'air et des sols, en passant par les coalitions inédites entre syndicats et ONG écologistes, se dessinent de nouveaux répertoires de mobilisation (Obi & Rustad, 2011 ; Temper et al., 2020). Ces dynamiques s'inscrivent dans une redéfinition des rapports entre État, sociétés et entreprises, où des formes d'expertise citoyenne (cartographies participatives, expertises communautaires, recours juridiques transnationaux) reconfigurent les conditions de la gouvernance. C'est dans ce contexte que ce numéro propose de réfléchir aux articulations entre travail, santé et environnement en Afrique, en mettant en lumière les transformations des régulations publiques, des stratégies patronales et des mobilisations sociales. Il s'agira d'interroger non seulement les régimes de production et de maîtrise des risques, mais aussi les façons dont ces risques sont vécus, mesurés et parfois combattus par les parties-prenantes des activités productives.

Axes thématiques

Axe 1 – États, agences et instruments de régulation

Les régulations publiques de la santé au travail et de l'environnement en Afrique s'élaborent dans des configurations marquées par la superposition de cadres hérités, d'injonctions internationales et de pratiques situées. Les réformes législatives intervenues et inspirées par l'OIT, l'OMS ou la Banque mondiale se heurtent souvent à la matérialité des bureaucraties et aux rapports de pouvoir locaux (Bayart, 1999 ; Hibou, 1999). Plus qu'un simple décalage entre règles et pratiques (Andrews, Pritchett & Woolcock, 2017), ces situations donnent à voir la fabrique quotidienne de la régulation, entre adaptation, négociation et improvisation administrative.

Cet axe invite à explorer les modes d'action de l'État dans différents contextes : inspections des établissements classés, inspections du travail, agences environnementales, mais aussi organes hybrides de régulation (Agences de normalisation, agences de contrôle de la qualité, commissions sectorielles, commissions d'indemnisation etc.). L'analyse de Sidy Cissokho (2024) sur l'inspection du travail à Dakar montre comment la régulation s'élabore dans les marges du droit, à travers des pratiques routinières de compromis, de persuasion et de mise en scène du pouvoir. Ces observations éclairent les ajustements quotidiens des agents publics face à la faiblesse des moyens coercitifs et à la fragmentation institutionnelle, et invitent à penser la régulation comme un processus situé, où se redéfinissent les frontières du pouvoir administratif.

On pourra interroger la circulation des standards internationaux (par exemple les normes ISO de qualité environnementale ou la « due diligence » européenne en matière de minerais), leur intégration dans les régimes de production et leurs effets différenciés selon les secteurs. Les contributions pourront également analyser le rôle des contentieux environnementaux et sanitaires (pétrole au Nigéria, or au Ghana, bauxite en Guinée, cimenteries au Sénégal, agro-industries au Cameroun etc.), et la manière dont ces litiges révèlent les capacités mais aussi les limites des États africains en matière de régulation des toxiques. Les analyses de l'action publique « en pratique » (Olivier de Sardan, & Ridde, 2014) offrent des clés pour saisir la pluralité des logiques à l'œuvre, entre formalisation des normes, bricolage institutionnel et pressions d'acteurs économiques puissants.

Axe 2 – Entreprises, chaînes de valeur et relations professionnelles

Les entreprises locales et transnationales occupent une place centrale dans la distribution des risques. L'essor des chaînes globales de valeur, de la sous-traitance et de l'économie informelle a favorisé l'externalisation des expositions et la précarisation des protections (Raj-Reichert, 2020 ; Gereffi, 2018). Les grandes firmes extractives, agro-industrielles ou industrielles s'appuient sur des dispositifs de responsabilité sociale (RSE) souvent critiqués comme symboliques, voire pour leur fonction de légitimation (Ferguson, 2006 ; Rajak, 2011). Dans ce contexte, les syndicats africains, historiquement ancrés dans les luttes pour l'indépendance et la démocratisation (Beckman & Sachikonye, 2010), doivent affronter de nouveaux enjeux : reconnaissance des maladies professionnelles, prise en compte des pollutions, transition écologique, suivi des engagements RSE ou encore adaptation aux obligations internationales de diligence raisonnable.

Cet axe propose d'examiner la manière dont les relations professionnelles se transforment face à ces défis. Les contributions pourront analyser : les revendications, négociations collectives autour des risques sanitaires et environnementaux ; les stratégies patronales de contournement ou de fragmentation des collectifs de travail ; le rôle des multinationales et des donneurs d'ordre étrangers dans la distribution des responsabilités ; l'impact des nouvelles régulations internationales sur les pratiques locales. L'enjeu est de comprendre comment les dynamiques du capitalisme globalisé reconfigurent le travail, la santé et l'environnement en Afrique, et de quelles marges de manœuvre disposent les travailleurs et leurs organisations dans ces rapports de force.

Axe 3 – Mobilisations sociales, justice environnementale et expertises citoyennes

Au-delà des acteurs institutionnels, la société civile joue un rôle décisif dans la mise en visibilité des risques et dans la production d'alternatives. Les ONG, associations de riverains, mouvements

environnementalistes ou collectifs de travailleurs précaires développent des formes d'expertise citoyenne – cartographies participatives, mesures communautaires de pollution, recours devant les tribunaux internationaux – qui viennent concurrencer ou compléter l'expertise étatique et patronale (Temper et al., 2020).

Cet axe encourage les contributions sur les coalitions inédites entre syndicats, ONG écologistes et/ou collectifs de riverains (par ex. autour des émissions de gaz à effet de serre ou de la pollution industrielle) ; les circulations transnationales de répertoires de contestation (liens entre mouvements locaux et organisations internationales) ; les tensions entre logiques environnementales et revendications sociales immédiates (emploi, salaires, conditions de travail etc.) ; les stratégies judiciaires et médiatiques pour rendre visibles les atteintes à la santé et à l'environnement. Il s'agit de documenter comment ces mobilisations contribuent à redéfinir les responsabilités et à repolitiser la question du travail à partir des enjeux environnementaux, en s'inscrivant dans les débats sur la justice environnementale (Pellow, 2018 ; Diaw, 2018) et sur la « société politique » (Lantz, 1991 ; Branch & Mampilly, 2015).

Axe 4 – Expériences vécues et inégalités face aux risques

Enfin, ce dossier souhaite mettre en avant les vécus des travailleurs et travailleuses, leurs arbitrages entre santé, revenu et environnement, et la manière dont ces expériences du danger reconfigurent le sens du travail. Les risques ne sont pas seulement mesurés en termes d'atteintes à la santé, mais aussi en termes de subjectivité, de rapport au futur et d'identité professionnelle (Pellow, 2018 ; Perrenoud & Sainsaulieu, 2018 ; Costalat-Founeau, 2019). Cet axe invite à explorer les inégalités différenciées face aux expositions selon le genre (ouvrières du textile, femmes agricultrices exposées aux pesticides) ; selon l'âge (jeunes travailleurs précaires, retraités atteints de maladies professionnelles) ; selon le statut migratoire (travailleurs transfrontaliers, migrants saisonniers) ; selon la classe et la position socio-économique (ouvriers informels vs salariés protégés). Il s'agit aussi de rendre compte des économies morales (Fassin, 2009, 2012 ; Fontaine, 2008) et des significations sociales et culturelles associées aux risques : pourquoi et comment des travailleurs acceptent-ils certaines expositions, comment négocient-ils entre sécurité, revenu et dignité, et comment ces arbitrages alimentent des formes de résistance ou de résignation ? En documentant ces expériences vécues, les contributions permettront de saisir la dimension incarnée et inégalitaire des régimes de production des risques, et de relier les macro-processus de régulation et de mobilisation à leur impact concret sur les corps et les trajectoires de vie (Diaw, 2024).

Modalités de soumission :

Les propositions, dans la limite de 3000 signes (espaces compris – hors bibliographie), présentant le terrain, la méthodologie, et l'inscription dans la littérature et vis-à-vis des axes proposés, sont à envoyer aux adresses suivantes : renaud.hourcade@cnrs.fr ; mody.diaw@inrae.fr

Calendrier :

Date limite pour l'envoi des propositions d'articles : **15 mars 2026**

Retour aux auteurs sur leur propositions : **1er avril 2026**

Date limite pour l'envoi des articles : **15 juillet 2026**

Références

- Andrews, M., Pritchett, L., & Woolcock, M. (2017). *Building state capability: Evidence, analysis, action* (p. 288). Oxford University Press.
- Bayart, J.-F. (1999). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris: Fayard (2e éd.).
- Beckman, B., Buhlungu, S., & Sachikonye, L. (2010). *Trade unions and party politics: Labour movements in Africa*. HSRC Press.
- Bécot, R. (2022). L'histoire environnementale au travail. Repères pour une histoire environnementale des mondes du travail. *Écrire l'histoire environnementale au XXIe siècle. Sources, méthodes, pratiques*, 27-44.
- Branch, A., & Mampilly, Z. (2015). *Africa uprising: Popular protest and political change*. Bloomsbury Publishing.
- Cissokho, S. (2024). Governing Labour Relations Despite the Law : The Routine of Labour Inspection (Dakar). *Africa Spectrum*, 59 (3), pp.356-374. 10.1177/00020397241277212. hal-04819268.
- Cooper, F. (1996). *Decolonization and African society : The labor question in French and British Africa* (No. 89). Cambridge University Press.
- Costalat-Founeau, A.-M. (2019). Identité professionnelle. Dans G. Valléry, M. Bobillier-Chaumon, É. Brangier et M. Dubois *Psychologie du Travail et des Organisations : 110 notions clés* (2^e éd., p. 245-249). Dunod. <https://doi.org/10.3917/dunod.valle.2019.01.0245>.
- Diaw, M. (2018). *Les mobilisations et enjeux de justice environnementale autour de l'exploitation des mines de phosphate au Sénégal. Mémoire de Master recherche en sociologie*. Université de Pau et des Pays de l'Adour.
- Diaw, M. (2024). *De Boké à Gardanne, l'expérience des travailleurs de la bauxite au prisme de la justice environnementale* (Doctoral dissertation, Bordeaux).
- Fassin, D. (2009). Les économies morales revisitées. In *Annales. Histoire, sciences sociales* (Vol. 64, No. 6, pp. 1237-1266). Éditions de l'EHESS.
- Fassin, D. (2012). Économies morales et justices locales. *Revue française de sociologie*, 53(4), 651-655.
- Ferguson, J. (2006). *Global shadows: Africa in the neoliberal world order*. Duke University Press.
- Fontaine, L. (2008). *L'économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle*.
- Fortun, K. (2009). *Advocacy after Bhopal : Environmentalism, disaster, new global orders*. University of Chicago Press.

- Gereffi, G. (2018). *Global value chains and development: Redefining the contours of 21st century capitalism*. Cambridge University Press.
- Grant, R., & Oteng-Ababio, M. (2012). Mapping the invisible and real" African" economy: urban e-waste circuitry. *Urban Geography*, 33(1), 1-21.
- Harvey, D. (2003), *The New Imperialism*, Oxford University Press, Oxford, 253 p. ISBN : 01 9926 4317.
- Hecht, G. (2023). *Residual Governance: How South African Foretells Planetary Futures*. Duke University Press.
- Hecht, G. (2014). « L'Afrique et le monde nucléaire : maladies industrielles et réseaux transnationaux dans l'uranium africain ». *Santé et travail à la mine*, édité par Judith Rainhorn, traduit par Delphine Silberbauer, Presses universitaires du Septentrion, <https://doi.org/10.4000/books.septentrion.1818>.
- Hecht, G. (2012). *Being Nuclear. Africans and the Global Uranium Trade*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 451 p. Traduction française par Charlotte Nordmann, *Uranium africain, une histoire globale*, Seuil 2016.
- Hibou, B. (Ed.). (1999). *La privatisation des États*. Karthala Editions.
- Hilson, G., & Maconachie, R. (2020). Artisanal and small-scale mining and the Sustainable Development Goals : Opportunities and new directions for sub-Saharan Africa. *Geoforum*, 111, 125-141.
- ILO (2022). *World Employment and Social Outlook 2022 : The Labour Market Impact of Environmental Change*. Geneva : International Labour Organization.
- Knierzinger, J. (2014). The socio-political implications of bauxite mining in Guinea: A commodity chain perspective. *The extractive industries and society*, 1(1), 20-27.
- LaDou, J. (2003). International occupational health. *International journal of hygiene and environmental health*, 206(4-5), 303-313.
- Lantz, P. (1991). Société civile et société politique. In : *L'Homme et la société*, N. 102, 1991. État et société civile. pp. 23-27. doi : 10.3406/homso. 2580 http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1991_num_102_4_2580
- Loewenson, R., Godt, S., & Kapata, P. C. (2021). Framings of and Priorities for Action on the Commercial Determinants of Health in Sub-Saharan Africa. Training and Research Support Centre.
- Loewenson, R. (2021). Rethinking the paradigm and practice of occupational health in a world without Decent work: a perspective from East and southern Africa. *NEW SOLUTIONS : A Journal of Environmental and Occupational Health Policy*, 31(2), 107-112.
- Mbembe, A. (2020). *Brutalisme*, Paris, La Découverte, 2020, 246 pages. *Philosophiques*, 47(2), 508-512.

- Nixon, R. (2011). *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*. Harvard University Press.
- Obi, Cyril & Siri Aas Rustad, eds, (2011) *Oil and Insurgency in the Niger Delta : Managing the Complex Politics of Petro-violence*. London : Zed Books.
- Olivier de Sardan, J. P., & Ridde, V. (2014). *Une politique publique de santé et ses contradictions : la gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger*.
- Packard, R. M. (1989). *White plague, black labor: Tuberculosis and the political economy of health and disease in South Africa (Vol. 23)*. Univ of California Press.
- Perrenoud, M., & Sainsaulieu, I. (2018). *Pour ne pas en finir avec l'identité au travail. Introduction au dossier « Identité au travail, identités professionnelles »*. SociologieS.
- Pellow, D. N. (2018). *What Is Critical Environmental Justice ?* Cambridge : Polity Press.
- Rajak, D. (2011). *In good company: An anatomy of corporate social responsibility*. Stanford University Press.
- Raj-Reichert, G. (2020). *The powers of a social auditor in a global production network : the case of Verité and the exposure of forced labour in the electronics industry*. *Journal of Economic Geography*, 20(3), 653-678.
- Temper, L., Del Bene, D., & Martinez-Alier, J. (2015). *Mapping the frontiers and front lines of global environmental justice : the EJAtlas*. *Journal of political ecology*, 22(1), 255-278.
- Van der Merwe, J., Bond, P., & Dodd, N. (Eds.). (2019). *BRICS and resistance in Africa: Contention, assimilation and co-optation*. Bloomsbury Publishing.
- Watts, M. (2004). *Resource curse? Governmentality, oil and power in the Niger Delta, Nigeria*. *Geopolitics*, 9(1), 50-80.
- Webster, E., Britwum, A. O., & Bhowmik, S. (2017). *Crossing the divide: Precarious work and the future of labour*. (No Title).